O - 1 - 04
17 mai 2004

**PROJET DE LOI MODIFIANT
L'ARTICLE 5 DE L'ORDONNANCE-LOI N° 327
DU 30 AOUT 1941
INSTITUANT UN ORDRE DES MEDECINS DANS LA PRINCIPAUTE**

EXPOSE DES MOTIFS

L'ordre des médecins a été créé par l'ordonnance-loi n° 327 du 30 août 1941.

Ce texte a été adopté à une époque où la profession médicale s'exerçait essentiellement sous la forme libérale. De fait, il est très peu explicite sur la situation, à l'égard de l'ordre, des praticiens exerçant hors de ce cadre alors prédominant. Aucune disposition ne traite, par exemple, du corps médical hospitalier alors qu'il constitue aujourd'hui une composante importante du dispositif de santé publique.

Aussi, à la date du 10 décembre 2001, une délibération de l'assemblée générale de l'ordre a exprimé le souhait d'une modification de l'ordonnance-loi n° 327 aux fins, d'une part, d'instituer une répartition des médecins en trois collèges - libéraux, hospitaliers et agents publics (ou assimilés) - qui se verraient chacun attribuer un nombre fixe de représentants à élire au conseil de l'ordre et, d'autre part, d'investir conséquemment le conseil ainsi élu de la compétence pour élire, à son tour, le président ainsi que le vice-président de l'ordre.

Ces *desiderata* ont été entendus par le conseil national qui, lors de la séance publique du 27 novembre 2003, a adopté une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance-loi n° 327 du 30 août 1941 dans le sens souhaité par l'ordre des médecins.

Le rapport établi au nom de la commission des intérêts sociaux et des affaires diverses a complété la motivation de la proposition. Il a mis en exergue la nécessité d'une représentation équilibrée, au sein du conseil de l'ordre, des membres du corps médical en fonction des diverses modalités contemporaines d'exercice de leur profession ainsi que l'indispensable maintien de la spécificité nationale de l'institution.

Le gouvernement, quant à lui, ayant pris connaissance avec la plus grande attention de ladite proposition, est déterminé à son aboutissement par sa transformation en projet de loi.

Ainsi, sous le bénéfice de ces observations d'ordre général, le présent projet appelle les commentaires particuliers ci-après.

Le texte est constitué d'un article unique, modifiant l'article 5 de l'ordonnance-loi n° 327 du 30 août 1941 et portant, pour les motifs explicités dans le rapport précité, le nombre total des membres du conseil de l'ordre de six à sept et celui de ses membres de nationalité monégasque de deux à quatre.

Mais l'objet principal du projet tient à l'institution de trois collèges de votants, savoir :

1) le collège des médecins hospitaliers :

Celui-ci comprend tous les médecins autorisés à exercer, selon le régime du plein temps, dans un service public d'hospitalisation, savoir en pratique le centre hospitalier Princesse Grace (C.H.P.G.).

Il comprend également les médecins autorisés à y exercer à temps partiel, à la condition expresse toutefois que ceux-ci exercent leur art de façon exclusive dans cet établissement hospitalier. Cette disposition exclut ainsi du champ d'application de la loi, par exemple, un médecin qui exercerait à mi-temps au centre hospitalier Princesse Grace et à titre libéral dans un cabinet situé dans la zone limitrophe, ce médecin étant inscrit au tableau de l'ordre des médecins dans le pays voisin.

2) le collège des médecins libéraux :

Ce collège se compose en fait de trois types de praticiens, et en premier lieu les médecins, généralistes ou spécialistes, ayant une pratique libérale classique en cabinets de ville, désignés sous le vocable « *médecins autorisés au libre exercice de leur art dans la Principauté* ».

Appartiennent, en deuxième lieu, à ce collège les « *médecins autorisés à exercer en qualité d'associés dans des cabinets privés* », savoir des praticiens ayant la qualité de travailleurs indépendants et liés par un contrat d'association à un ou plusieurs confrères appartenant au même cabinet.

Sont, en troisième lieu, visés les médecins autorisés à exercer leur art dans un établissement de soins privé, comme par exemple le centre cardio-thoracique ou, demain, l'institut monégasque de médecine du sport.

3) le collège des médecins administratifs ou salariés :

Ce troisième collège est constitué des praticiens n'appartenant pas aux deux précédents collèges, savoir tout d'abord les médecins ayant la qualité de fonctionnaires ou bien d'agents de l'Etat ou d'administrations publiques. Tel est, par exemple, le cas des médecins relevant des services de la direction de l'action sanitaire et sociale. Appartiennent par ailleurs à ce collège les médecins, ayant la qualité de salarié, employés soit par des organismes de sécurité ou de prévoyance sociale, par exemple les caisses sociales ou l'office de la médecine du travail, soit par des personnes morales de droit privé à l'effet notamment d'y pratiquer la médecine sportive ou la recherche scientifique médicale.

Sur le plan procédural, il est à noter qu'une fois les représentants de chacun des trois collèges élus et le conseil de l'ordre constitué, son doyen d'âge devra procéder à la convocation des membres afin qu'ils élisent, en leur sein, un président et un trésorier, obligatoirement de nationalité monégasque, ainsi qu'un vice-président qui peut, quant à lui, être étranger.

De plus, les dispositions projetées diffèrent de l'actuel article 5 tout d'abord en ce qui concerne l'organisation des élections, l'instauration d'un second tour à la majorité relative s'avérant nécessaire du fait du nombre de votants affectés à chaque collège, ce afin d'éviter tout blocage.

En outre, l'éventualité de la méconnaissance des impératifs fixés au premier alinéa, notamment en ce qui concerne la nationalité monégasque de quatre des sept membres du conseil de l'ordre, est envisagée, un nouveau scrutin devant alors être organisé dans les quinze jours qui suivent le dépouillement.

De même, des modalités ont été prévues en cas de démission ou de décès du président, du vice-président ou du trésorier, en raison de l'importance de leurs fonctions.

Une autre différence porte par ailleurs sur l'assistance technique susceptible d'être apportée au conseil de l'ordre. La restriction de cette possibilité au seul domaine juridique est en effet apparue par trop limitée alors même qu'aujourd'hui, le conseil peut avoir besoin de consulter des spécialistes dans des matières autres que le droit, en particulier les divers domaines de la médecine et plus généralement de la science.

Aussi, les nouvelles dispositions autorisent-elles le conseil de l'ordre à s'assurer du concours de tout expert ou spécialiste de son choix. Il va sans dire que les intéressés - juristes, médecins, scientifiques ou autres - ne seront que des consultants et ne disposeront de ce fait, à l'instar du secrétaire administratif, d'aucune voix délibérative.

Pour le reste, le nouvel article 5 conserve les règles présentement en vigueur tenant à la nature secrète du scrutin, à la durée du mandat des membres ainsi qu'à leur rééligibilité.

Tel est l'objet du présent projet de loi.

PROJET DE LOI

Article Unique

L'article 5 de l'ordonnance-loi n° 327 du 30 août 1941 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le conseil de l'ordre des médecins se compose de sept membres qui exercent leur art depuis au moins cinq ans dans la Principauté et dont quatre au moins sont de nationalité monégasque.

Trois membres sont élus par le collège des médecins hospitaliers, composé de tous les médecins autorisés à exercer, selon le régime du plein temps, ou exerçant exclusivement à Monaco à temps partiel, dans un service public d'hospitalisation de la Principauté.

Trois membres sont élus par le collège des médecins libéraux composé des médecins autorisés au libre exercice de leur art dans la Principauté, des médecins autorisés à exercer en qualité d'associés dans des cabinets privés ainsi que des médecins autorisés à exercer dans un établissement de soins privé.

Un membre est élu par le collège des médecins administratifs et salariés, composé des médecins ayant la qualité de fonctionnaire ou d'agent de l'Etat ou d'administrations publiques ainsi que des médecins exerçant en qualité d'employés soit d'organismes de sécurité ou de prévoyance sociale, soit d'autres personnes morales de droit privé.

Les collèges procèdent à l'élection des membres du conseil de l'ordre au scrutin secret et à la majorité des voix représentées, absolue au premier tour et relative au second ; le vote par correspondance est autorisé.

S'il est constaté, à l'issue du dépouillement, que les prescriptions du premier alinéa ne sont pas respectées, de nouvelles élections sont organisées dans les quinze jours.

Le président et le trésorier, qui sont obligatoirement de nationalité monégasque, ainsi que le vice-président sont élus par le conseil de l'ordre en son sein lors de la première réunion du conseil laquelle doit se tenir dans le mois suivant les élections, sur convocation du doyen d'âge.

La durée du mandat est fixée à trois années.

Les membres sortants sont rééligibles.

En cas de démission ou de décès du président, du vice-président ou du trésorier, il est procédé, dans le mois, au sein du conseil, à son remplacement pour la durée du mandat restant à courir.

Nul, hormis ses membres, n'assiste aux délibérations du conseil. Celui-ci peut toutefois se faire assister de tout expert ou sapiteur de son choix, et d'un secrétaire administratif. »